

...RLEGGING-DÉPÔT

REGISTR.-ENREGISTR.

12 -10- 2007

29 -11- 2007

NR.
N°

85 888 / 6 / 328.02

**Sous-commission paritaire du transport urbain et régional de la Région
wallonne (SCP. 328.02)**

**Convention collective de travail du 1^{er} octobre 2007 relative aux facilités de
circulation octroyées aux travailleurs, aux allocataires des caisses sociales
ainsi qu'à leurs ayants droit conclue au sein de la Sous-commission paritaire
du transport urbain et régional de la Région wallonne**

Chapitre Ier - Champ d'application

Article 1er

La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs, aux allocataires des caisses sociales et aux employeurs ressortissant à la Sous-commission paritaire pour le transport urbain et régional de la Région wallonne.

Par travailleurs, on entend les travailleurs masculins et féminins, tant ouvriers qu'employés.

Par allocataires des caisses sociales, on entend les travailleurs qui, indépendamment de la perception d'allocations sociales, relèvent des régimes de pension, de prépension, de chômage en faveur des travailleurs licenciés à 55 ans et plus ainsi que les travailleurs qui relèvent des dispositions de la convention collective de travail du 21 janvier 1998 relative aux indemnités complémentaires d'incapacité de travail ratifiée par la convention collective de travail du 20 avril 2001 et des points 1.2, 2.3, 3.3 et 4.3 de l'annexe 1 de ladite convention collective de travail.

Chapitre II - Principe général

Article 2

Les travailleurs, les allocataires des caisses sociales ainsi que leurs ayants droit peuvent bénéficier d'un titre de transport donnant droit au transport gratuit sur l'ensemble des services réguliers autorisés ou concédés à la S.T.I.B., à la V.V.M. et aux TEC.

Les cas spéciaux non prévus par la présente convention collective de travail et toute question quant à son interprétation doivent être soumis à la Société Régionale Wallonne du Transport qui statuera.

Chapitre III - Carte de service et carte de pensionné

Article 3

Tous les travailleurs en service actif au terme d'une période d'essai ou d'*écolage*, ainsi que tous les anciens travailleurs allocataires d'une caisse sociale ont droit à une carte de service ou une carte de pensionné.

Les personnes engagées sous contrat d'étudiant et les travailleurs intérimaires ne sont pas considérés comme travailleurs en service actif au sens de la présente convention collective de travail.

Le travailleur n'est plus considéré comme en service actif durant toute la période d'interruption complète de la carrière qui suit immédiatement une première interruption complète de la carrière de 3 mois quelle que soit la base légale de ladite interruption de carrière.

Chapitre IV- Carte de famille

Article 4

Le titulaire d'une carte de service ou d'une carte de pensionné, dénommé ci-après "le titulaire", donne droit aux cartes de famille pour son conjoint et ses enfants bénéficiaires d'allocations familiales.

Article 5

Le titulaire, dont la situation est décrite ci-après, ne donne pas droit à des cartes de famille :

- ® le travailleur qui n'a pas terminé son stage;
- ® le travailleur engagé sous contrat de travail d'ouvrier d'une durée déterminée de 6 mois au moins tant qu'il n'atteint pas 3 mois de service;
- ® le travailleur engagé sous contrat de travail d'employé d'une durée déterminée de 12 mois au moins tant qu'il n'atteint pas 6 mois de service.

Chapitre V- Notion de conjoint ayant droit

Article 6

Par conjoint ayant droit visé à l'article 4, on entend :

- ® l'époux ou l'épouse du titulaire marié;
- ® une personne vivant sous le même toit à définir par le titulaire célibataire, veuf, divorcé ou séparé de corps.

Article 7

Le titulaire séparé de fait peut choisir d'attribuer la carte de famille à son conjoint légitime ou à la personne désignée conformément à l'article 6.

En cours de validité de la carte de famille, le choix ne peut être modifié que moyennant restitution de la première carte attribuée; la perte ou le vol de celle-ci fait perdre la possibilité de modifier le choix.

Article 8

La délivrance d'une carte de famille à la personne désignée conformément à l'article 6 est subordonnée à la remise d'une attestation unique de composition de ménage délivrée par les services de l'état civil de la commune où le ménage est domicilié.

Article 9

Le veuf ou la veuve du titulaire décédé aura droit à une carte de famille tant que cette personne peut prétendre au bénéfice d'allocations à charge d'une caisse sociale d'une société.

Article 10

En cas de divorce du titulaire, la délivrance ou le maintien d'une carte de famille à son ex-conjoint est totalement exclu.

Chapitre VI - Notion d'enfant ayant droit

Article 11

L'enfant du titulaire visé à l'article 4 a droit à une carte de famille dès l'âge de 6 ans, à condition d'être bénéficiaire d'allocations familiales.

Article 12

L'enfant du titulaire visé à l'article 4 qui perd le bénéfice des allocations familiales maintient le droit à la carte de famille jusqu'à l'âge de 25 ans s'il est domicilié avec le titulaire.

Article 13

La délivrance d'une carte de famille à un enfant du conjoint visé à l'article 6, non apparenté au titulaire, est permise tant qu'il est bénéficiaire d'allocations familiales et reste domicilié chez le titulaire. La délivrance de la carte est subordonnée à la remise d'une attestation unique de composition de ménage délivrée par les services de l'état civil de la commune où le titulaire est domicilié.

Article 14

L'enfant de l'ayant droit visé à l'article 9 a droit à une carte de famille tant qu'il est bénéficiaire d'allocations familiales.

Article 15

L'enfant orphelin d'un titulaire qui bénéficie en propre d'une allocation à charge d'une caisse sociale d'une société a droit à une carte de famille.

Article 16

L'enfant handicapé qui ne bénéficie plus d'allocations familiales à partir de 21 ans en vertu de la loi du 27 février 1987 est assimilé à l'enfant handicapé bénéficiaire d'allocations familiales.

Dans ce cas, la délivrance d'une carte de famille est subordonnée à la production d'une copie de la décision de paiement d'une allocation d'intégration sociale émanant du Service public de Programmation Intégration sociale, Lutte contre la Pauvreté et Economie sociale.

La présente règle s'applique sans préjudice d'autres conditions auxquelles doit répondre l'octroi de la carte de famille.

Chapitre VII - Dispositions communes

Article 17

La carte est strictement personnelle et incessible. Elle doit être présentée spontanément au personnel en service et même remise à toute réquisition des agents du contrôle. Le titulaire de la carte s'engage à n'élever aucune réclamation contre la société en raison de l'usage de cette carte. Celle-ci sera retirée, sans préjudice d'autres mesures, en cas d'usage frauduleux.

Article 18

En cas de démission, de licenciement ou de fin de contrat à durée déterminée, le travailleur remettra sa carte de service et les cartes de famille au service du personnel avant toute clôture de comptes.

Article 19

Les cartes de famille ne seront pas délivrées tant que le titulaire n'aura pas remis au service du personnel tous les documents prouvant que les conditions d'octroi de ces cartes sont réunies.

Chapitre VIII - Dispositions finales

Article 20

La présente convention remplace la convention collective de travail du 19 novembre 2003 relative aux facilités de circulation octroyées aux travailleurs, aux allocataires des caisses sociales ainsi qu'à leurs ayants droit.

Article 21

La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée.

Elle entre en vigueur le 1^{er} octobre 2007.

Chaque partie peut dénoncer la présente convention moyennant un préavis de 6 mois notifié au Président de la Sous-Commission paritaire pour le transport urbain et régional de la Région Wallonne. Auquel cas, la partie qui dénonce la présente convention est tenue de proposer un nouveau projet de texte.

Jambes, le 1^{er} octobre 2007.

Pour

L'Administrateur général adjoint de la S.R.W.T.,

Pour la C.G.S.P.

Pour la

Services publics,

Pour la

B.,



José

André BALZAT.

Paritair Subcomité voor het stads- en streekvervoer van het Waalse Gewest (PSC 328.02)

Collectieve arbeidsovereenkomst van 1 oktober 2007 betreffende de verkeersvoordelen toegekend aan de werknemers, aan de steuntrekkers, evenals aan hun rechthebbenden, gesloten in het Paritair Subcomité voor het stads- en streekvervoer van het Waalse Gewest

Hoofdstuk I — Toepassingsgebied

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers, de steuntrekkers en op de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor het stads- en streekvervoer van het Waalse Gewest.

Onder werknemers wordt verstaan, de mannelijke en vrouwelijke arbeiders en bedienden.

Onder steuntrekkers wordt verstaan, de werknemers die, afgezien van de inning van sociale bijdragen, afhankelijk zijn van stelsels van pensioen, van brugpensioen, van werkloosheid ten gunste van werknemers ontslagen op 55 jaar en ouder, evenals de werknemers die vallen onder de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 januari 1998 betreffende de aanvullende vergoedingen voor arbeidsongeschiktheid, bekrachtigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 april 2001 en de punten 1.2, 2.3, 3.3 en 4.3 van bijlage 1 van voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst.

Hoofdstuk II - Algemeen principe

Artikel 2

De werknemers, de steuntrekkers, evenals hun rechthebbenden kunnen een vervoersbewijs genieten dat toegang geeft tot het gratis vervoer op alle openbare toegelaten diensten of diensten vergund aan de M.I.V.B., aan de V.V.M. en aan de TEC.

De speciale gevallen waarin niet voorzien wordt door deze collectieve arbeidsovereenkomst en elke vraag over de interpretatie ervan moeten worden voorgelegd aan de "Société Régionale Wallonne du Transport", die erover zal beslissen.

Hoofdstuk III - Dienstkaart en gepensioneerdkaart

Artikel 3

Alle werknemers in actieve dienst op het einde van een proef- of scholingsperiode, evenals alle oudere werknemers die steun trekken van een sociale kas hebben recht op een dienstkaart of een gepensioneerdkaart.

De personen aangeworven met een studentencontract en de uitzendkrachten worden niet beschouwd als werknemers in actieve dienst in de zin van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

De werknemer wordt niet meer beschouwd als in actieve dienst tijdens de volledige periode van loopbaanonderbreking die onmiddellijk volgt op een eerste volledige loopbaanonderbreking van 3 maanden, ongeacht de wettelijke basis van deze loopbaanonderbreking.

Hoofdstuk IV - Familiekaart

Artikel 4

De houder van een dienstkaart of van een gepensioneerdencard, hierna "de houder" genoemd, heeft recht op familiekaarten voor zijn echtgeno(o)t(e) of zijn kinderen die kinderbijslag genieten.

Artikel 5

De houder, wiens toestand hierna beschreven wordt, heeft geen recht op familiekaarten:

- de werknemer die zijn stage niet beëindigd heeft;
- de werknemer aangeworven met een arbeiderscontract van een bepaalde duur van minstens 6 maanden, zolang hij geen 3 maanden in dienst is;
- de werknemer aangeworven met een bediendecontract van een bepaalde duur van minstens 12 maanden, zolang hij geen 6 maanden in dienst is.

Hoofdstuk V - Begrip rechthebbende echtgeno(o)t(e)

Artikel 6

Onder rechthebbende echtgeno(o)t(e), bedoeld in artikel 4, wordt verstaan:

- de echtgenoot of echtgenote van de gehuwde houder;
- een persoon die onder hetzelfde dak woont te bepalen door de houder die vrijgezel, weduwnaar, gescheiden of gescheiden van goederen is.

Artikel 7

De feitelijk gescheiden houder mag kiezen om zijn familiekaart toe te kennen aan zijn wettelijke echtgeno(o)t(e) of aan de persoon aangeduid in artikel 6.

Tijdens de geldigheid van de familiekaart mag de keuze enkel gewijzigd worden door middel van terugbetaling van de eerste toegekende kaart; bij verlies of diefstal ervan verliest men de mogelijkheid om de keuze te wijzigen.

Artikel 8

Het toekennen van een familiekaart aan de persoon aangeduid overeenkomstig artikel 6 is afhankelijk van het overhandigen van een uniek attest van gezinssamenstelling, afgeleverd door de diensten van de burgerlijke stand van de gemeente waar het gezin haar hoofdverblijfplaats heeft.

Artikel 9

De weduwe of weduwnaar van de overleden houder zal recht hebben op een familiekaart, zolang deze persoon aanspraak kan maken op de uitkeringen ten laste van een sociale kas van een maatschappij.

Artikel 10

Indien de houder scheidt, is het afleveren of het behouden van een familiekaart van zijn echtgeno(o)t(e) volledig uitgesloten.

Hoofdstuk VI - Begrip rechthebbend kind

Artikel 11

Het kind van de houder, bedoeld in artikel 4, heeft recht op een familiekaart vanaf de leeftijd van 6 jaar, op voorwaarde dat kinderbijslag geniet.

Artikel 12

Het kind van de houder, bedoeld in artikel 4, dat het genot van kinderbijslag verliest, behoudt het recht op de familiekaart tot de leeftijd van 25 jaar als het zijn hoofdverblijfplaats heeft bij de houder.

Artikel 13

Het afleveren van een familiekaart aan een kind van de echtgeno(o)t(e), bedoeld in artikel 6, dat niet verwant is met de houder, wordt toegelaten, voor zover dit kinderbijslag geniet, en zijn hoofdverblijfplaats heeft bij de houder. Het afleveren van de kaart is afhankelijk van het overhandigen van een uniek attest van gezinssamenstelling, afgeleverd door de diensten van de burgerlijke stand van de gemeente waar het gezin haar hoofdverblijfplaats heeft.

Artikel 14

Het kind van de rechthebbende, bedoeld in artikel 9, heeft recht op een familiekaart, zolang het kinderbijslag geniet.

Artikel 15

Het weeskind van een houder die zelf een uitkering geniet ten laste van een sociale kas van een maatschappij heeft recht op een familiekaart.

Artikel 16

Het gehandicapt kind dat geen kinderbijslag meer geniet vanaf 21 jaar krachtens de wet van 27 februari 1987 wordt gelijkgesteld met het gehandicapt kind dat kinderbijslag geniet.

In dat geval zal het afleveren van een familiekaart afhankelijk zijn van het tonen van een kopie van de beslissing tot betaling van een leefloon van de Programmatorische federale Overheidsdienst Maatschappelijke Integratie, Armoedebestrijding en Sociale Economie.

Deze regel is van toepassing zonder afbreuk te **doen** aan andere voorwaarden waaraan de toekenning van de familiekaart **moet** voldoen.

Hoofdstuk VII –Gemeenschappelijke bepalingen

Artikel 17

De kaart is strikt persoonlijk en onoverdraagbaar. Zij moet spontaan voorgelegd worden aan het personeel in dienst en **zelfs** overhandigd worden bij **elke** vordering van de controleagenten. De houder van de kaart verbindt zich ertoe geen enkele klacht in te dienen tegen de **onderneming omwille** van het gebruik van deze kaart. Bij frauduleus gebruik zal de kaart **onmiddellijk** ingetrokken worden, ongeacht andere **maatregelen**.

Artikel 18

Bij ontslag of einde van het contract voor bepaalde duur zal de **werknemer** zijn dienstkaart en zijn **familiekaarten** inleveren bij de **personeelsdienst**, **vóór** het afsluiten van de rekeningen.

Artikel 19

De familiekaarten zullen niet afgeleverd worden zolang de houder de personeelsdienst niet **alle documenten** heeft bezorgd die aantonen dat aan de toekenningsvoorwaarden voor deze kaarten is voldaan.

Hoofdstuk VIII - Slotbepalingen

Artikel 20

Deze collectieve **arbeidsovereenkomst** vervangt de collectieve **arbeidsovereenkomst** van 19 november 2003 betreffende de verkeersvoordelen toegekend aan de **werknemers**, aan de steuntrekkers en aan hun rechthebbenden.

Artikel 21

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Zij wordt van kracht op 1 oktober 2007.

Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd, **mits** naleving van een **opzeggingstermijn** van zes **maanden**, betekend aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor het stads- en streekvervoer van het Waalse Gewest. De partij die deze **overeenkomst** opzegt, moet een nieuw tekstontwerp voorstellen.